

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille Cedex

Lille, le 11/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GALLOO FRANCE

10 avenue Industrielle BP 23
59520 Marquette-Lez-Lille

Références : -
Code AIOT : 0007004253

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2026 dans l'établissement GALLOO FRANCE implanté 10 AV INDUSTRIELLE 59520 Marquette-lez-Lille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALLOO FRANCE
- 10 AV INDUSTRIELLE 59520 Marquette-lez-Lille
- Code AIOT : 0007004253
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GALLOO France (ex CIBIE Recyclage) est spécialisée dans la récupération, le recyclage et

la revalorisation des métaux ferreux et non ferreux. Elle réceptionne et stocke des déchets de métaux et alliages de résidus métalliques ferreux, des véhicules hors d'usage (VHU) ainsi que des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). Les déchets réceptionnés sont broyés, triés (métaux ferreux, non ferreux, plastiques, terres...) et revalorisés.

Le site s'étend sur environ 4,8 ha et se situe sur la commune de Marquette-lez-Lille, en bordure du canal de la Deûle. Les activités du site sont réglementées notamment par l'arrêté préfectoral du 13/11/2023.

En outre, l'exploitant dispose des agréments pour la dépollution et le broyage des VHU.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Valeurs limites d'émission rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 13/11/2023, article 2.2.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les rejets atmosphériques issus des opérations de broyage contrôlés le 09/04/2026 sont conformes aux valeurs limites autorisées par l'arrêté préfectoral du 13/11/2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeurs limites d'émission rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2023, article 2.2.1.1	
Thème(s) : Risques chroniques, rejets canalisés	
Prescription contrôlée :	
Paramètre	Conduit n°1 - Concentration en mg/Nm³
Poussières, y compris particules fines	10
COV totaux	110
Cd	50 µg/Nm ³ si flux horaire supérieur à 1 g/h
Tl	50 µg/Nm ³ si flux horaire supérieur à 1 g/h

Hg	5 µg/Nm ³
Cd+Tl+Hg	100 µg/Nm ³
As+Se+Te	1 mg/Nm ³ si flux horaire supérieur à 5 g/h
Pb	1 mg/Nm ³ si flux horaire supérieur à 10 g/h
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn	5 mg/Nm ³ si flux horaire supérieur à 25 g/h
PCDD/Furanes	0,1 ng/Nm ³
PCB-Dioxin Like	0,1 ng/Nm ³

Constats :

L'inspection s'est rendue sur site le jour du contrôle inopiné des rejets atmosphériques.

Le laboratoire a pu accéder aux points de prélèvement en toute sécurité avec les installations à l'arrêt.

L'inspection a constaté que lors des prélèvements, le broyeur fonctionnait dans des conditions normales en traitant des déchets de type ferrailles en mélange et véhicules hors d'usage dépollués.

Les résultats du rapport de contrôle montre que l'installation respecte les valeurs limites d'émission prescrites pour tous les paramètres contrôlés.

Type de suites proposées : Sans suite